

Bertrand Badier

Nous ne sommes pas
seuls au
monde

Un autre regard sur
l'« ordre international »

La Découverte

Bertrand Badie

Nous ne sommes plus seuls au monde

Un autre regard sur l'« ordre international »

On nous répète à l'envi que le monde serait devenu de plus en plus complexe et indéchiffrable. À l'ordre de la Guerre froide aurait succédé un nouveau désordre géopolitique menaçant de sombrer dans le « chaos ». Affaiblissement des États-Unis, émergence de nouveaux géants économiques, irruption des prétendus « États voyous » et d'organisations terroristes incontrôlables : autant de sujets d'inquiétude nourrissant parfois la nostalgie d'un ordre ancien... qui n'a pourtant jamais eu la stabilité qu'on lui prête.

Dans cet ouvrage tranchant, Bertrand Badie rompt avec les explications paresseuses ou consensuelles. Il nous rappelle que *nous ne sommes plus seuls au monde*, qu'il est temps de se départir des catégories mentales de la Guerre froide et de cesser de traiter tous ceux qui contestent *notre* vision de l'ordre international comme des « déviants » ou des « barbares ». Il interpelle la diplomatie des États occidentaux, qui veulent continuer à régenter le monde à contresens de l'histoire, et en particulier celle d'une France qui trop souvent oscille entre arrogance, indécision et ambiguïté.

Le jeu de la puissance est grippé. L'ordre international ne peut plus être régulé par un petit club d'oligarques qui excluent les plus faibles, méconnaissent les exigences de sociétés et ignorent les demandes de justice qui émergent d'un monde nouveau où les acteurs sont plus nombreux, plus divers et plus rétifs aux disciplines arbitraires.

Pour cette raison, cet ouvrage offre aussi des pistes pour penser un ordre international sinon juste, en tout cas moins injuste.



La Découverte

www.editionsladecouverte.fr
9 bis, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris



13,90 € ISBN 978-2-7071-8947-9

03-2016

Table des matières

	Introduction	5
1.	L'ordre ancien : de l'« équilibre des puissances » au club oligarchique	11
	<i>Souveraineté, compétition et puissance</i>	16
	<i>Forces et faiblesses de la gouvernance oligarchique</i>	20
	<i>Faiblesse du droit international et surmilitarisation</i>	26
	<i>L'émergence des « prolétaires du système international »</i>	30
	<i>L'exception soviétique et ses suites</i>	36
2.	Bipolarité, unipolarité, multipolarité	41
	<i>Fait nucléaire et antagonisme idéologique</i>	44

Nous ne sommes plus seuls au monde

De l'antagonisme à la dyarchie 50

*Frémissements au Sud : les failles
de la bipolarité* 54

*La bipolarité minée par les conflits
« périphériques »* 57

Les limites du condominium 62

*L'héritage contestataire
du non-alignement* 65

Les illusions fugaces de l'unipolarité 68

Un monde « apolaire » 75

Le retour du club oligarchique 78

3. Les sociétés et leurs diplomaties

*La révolution invisible
des sociétés et des États-nations* 84

*Quand le social colonise
les enjeux géostratégiques* 91

*Les deux mondialisations
et la revanche du local* 94

*Vers une nouvelle sociologie
des relations internationales* 104

4.	Petit tour du nouveau monde	11
	<i>Illusions et déboires</i>	
	<i>de la puissance hégémonique</i>	113
	<i>Les trois étapes de la réaction américaine</i>	118
	<i>Séduction et limites du soft power</i>	125
	<i>Russie : l'empire frustré</i>	130
	<i>Les occasions perdues</i>	
	<i>de l'Union européenne</i>	138
	<i>L'essor contrarié des pays émergents</i>	141
	<i>La Chine entre discrétion et affirmation</i>	151
5.	Les puissances	
	à contresens de l'histoire	15
	<i>États faibles et néocolonialisme</i>	159
	<i>Une vision instrumentale du Sud</i>	163
	<i>Le volcan moyen-oriental</i>	167
	<i>Proximité et profondeur civilisationnelle</i>	172
	<i>Nouveaux conflits et « guerres à étages »</i>	174
	<i>Impuissance de la puissance</i>	
	<i>et puissance des faibles</i>	178

6.	La France, des ambitions contrariées aux défis de l'altérité	18
	<i>De la puissance à la « grandeur »</i>	184
	<i>En quête du leadership européen</i>	189
	<i>Vers un gaullisme sans de Gaulle</i>	191
	<i>Contradictions postcoloniales</i>	196
	<i>Dilemmes et options d'une « puissance moyenne »</i>	202
	<i>Le grand revirement</i>	204
	<i>Un néoconservatisme à la française</i>	210
	<i>Sortir de soi</i>	220
	<i>Après le 13 novembre</i>	223
	Conclusion	2

L'« ordre international » ? On emploie l'expression tous les jours, dans les sphères du pouvoir comme dans celles des médias mais, en même temps, les guerres, les violences de tous ordres, les alliances qui se font et se défont, les politiques étrangères zigzagantes semblent bien loin de refléter même le début d'un ordre international. Des conflits en Syrie, au Mali ou au Yémen qui ne ressemblent en rien à nos mémoires guerrières, un retour à la Guerre froide qui, du Kosovo à Kiev, se fait hors toute bipolarité, des attentats meurtriers qui mêlent l'intimité de nos sociétés et un jeu moyen-oriental sanglant qu'on a peine à comprendre : jamais même l'expression ancienne d'« anarchie internationale ».

1. H. BULL, *The Anarchical Society*, Palgrave, Basingstoke, 1977.

n'a semblé aussi séduisante qu'aujourd'hui. Jamais la notion de « communauté internationale » n'a été autant moquée...

Et que dire même de ce système international qu'on ne parvient pas à qualifier autrement qu'en faisant référence à celui qui l'a précédé, mort en 1989 : nous serions ainsi les timides acteurs d'un « système post-bipolaire ». Étonnante paresse intellectuelle : un quart de siècle est passé depuis la chute du Mur et nous nous identifions encore à un ordre périmé ! Paresse d'autant plus révoltante que chaque individu est touché plus que jamais par l'agent international, ses tourments et ses incertitudes : il n'y a plus de barrage entre la vie intérieure des nations et celle du système international ; nous sommes tous concernés et tous victimes de l'échec des politiques de ces échecs en série qu'on camoufle en fausses victoires, de ces recettes périmées venues d'un autre temps, de cette ignorance plus ou moins consciente des paramètres nouveaux de la scène internationale.

Pourtant, nous vivons dans un contexte qu'on peut décrire et analyser si du moins on s'émancipe de quelques vieux concepts ; nous avons provoqué et subi des ruptures qui restent qualifiables, nous agissons dans un monde dont on connaît les acteurs ou du moins peut-on s'efforcer de les découvrir. Du Sahel à la Mésopotamie, des formes nouvelles

conflit tendent à se développer, l'hégémonie américaine vacille, l'Ours russe se redresse, les émergents jouent les trouble-fête, les miséreux font cortège et la planète s'asphyxie faute d'attention aux biens communs de l'humanité. Néanmoins, les schémas comme les politiques, restent les mêmes... Cette absence d'effort de lucidité n'apporte-t-elle pas en soi un début de solution à notre énigme ? Il y a des moments de grands bouleversements où l'immobilité croit préférable d'ignorer les mutations, de faire comme avant, d'agir comme si rien n'avait changé. On soigne alors les maux nouveaux comme si ils étaient de même nature que les maladies d'autrefois. On se donne l'illusion qu'on est encore à la Belle Époque. On utilise les catégories de jadis pour prolonger encore un peu le temps des privilèges et des facilités. On fait comme si nous étions encore seuls au monde...

Dans un monde qui raisonne à court terme le choix de la paresse intellectuelle n'est pas forcément absurde : le coût de l'adaptation est toujours élevé dans le futur proche et les dividendes du courage ne se révèlent que lorsqu'on n'est plus de ce monde en tout cas de celui de l'exercice du pouvoir. Souvent l'homme d'État accepte de voir loin et de s'y faire. Souvent l'homme politique préfère gagner les prochaines élections en jouant de son uniforme de guerrier.

précaire. Pyrrhus a encore de beaux jours devant lui ! En réalité, cette victoire de l'anamnèse crée un redoutable cercle vicieux : plus on regarde le présent avec les lunettes du passé, moins on comprend que l'on vit et plus on se réfugie dangereusement dans un monde fini... Il est grand temps de rompre avec cette obsession « géopolitique » qui envahit les médias et les chancelleries. Cette vision démodée et presque dépassée persiste à regarder avec nostalgie le monde et ses conflits comme prisonniers de logiques territoriales, politiques et stratégiques, où le monde est devenu mobile, transnational et organisé, remodelé par des comportements sociaux inédits, autour d'enjeux principalement socio-économiques.

Bien sûr, quelques pauvres idées nouvelles apparaissent par moments pour rebaptiser notre monde plus, hélas, par effet de mode que par rigueur scientifique. Il y eut le temps de la « multipolarité » que les puissances moyennes évoquaient pour se rassurer et faire valoir qu'elles étaient bien encore la noblesse d'un monde plus équilibré. Il y eut celui de l'« hyperpuissance » qui plaçait les États-Unis au-dessus de tous les autres, mais qu'il fallut vite remettre dès lors que le géant américain perdait tout avec ses guerres. Il y eut alors le temps du deuil et de l'orphelinat, lorsqu'on se lamentait de la défectio-

du grand gendarme du monde. Et que dire de ces temps où l'on dénonce le désordre en stigmatisant des « États voyous » (*rogue states*), et autres « barbares » en tous genres soupçonnés de vouloir redonner l'assaut sur de nouvelles Rome ? Que penser de l'énième variation sur le fameux « péril jaune » qu'on se plaît à brandir dès que se manifeste un peu trop visiblement la concurrence chinoise ?

Contrairement à ceux qui glosent sans fin sur le « nouveau désordre » ou « chaos » du monde – autre paresse –, je suis convaincu qu'on peut voir clair et décrire le système international actuel à condition de le situer dans l'histoire au lieu de le figer, de décrire les ruptures plutôt que de les nier, d'en comprendre les vrais enjeux sans s'arrêter aux fausses apparences. Changements, ruptures, enjeux sont les matrices de cette analyse dont l'hypothèse principale se nourrit d'un saisissant contraste : les anciennes puissances ont trop longtemps joué seules dans l'arène internationale pour savoir finalement faire face aujourd'hui à la mondialisation. Nostalgiques du congrès de Vienne de 1815 qui, il y a deux siècles, a mis fin à l'entreprise impériale de Bonaparte, elles rêvent à moitié éveillées d'un monde qu'elles pourraient gouverner seules au nom de leur fameuse « responsabilité particulière ».

Cet livre montre que ce projet n'a aucun sens, et que

s'il en avait, il se révélerait très dangereux. L'opinion, à rebours des analyses dominantes sur les relations internationales dans les chancelleries, d'ouvrir les nouveaux horizons d'une politique étrangère plus juste et plus équilibrée qui saura faire sienne ce beau proverbe barbare :
« On ne peut pas raser la tête de quelqu'un en son absence. »

L'ordre ancien de l'« équilibre des puissances » au club oligarchique

On ne peut pas comprendre l'évolution contemporaine et les avatars du système international de ce début du XXI^e siècle, sans d'abord saisir ce à quoi il a succédé et décrire succinctement la manière dont les relations internationales ont été configurées tout au long de la modernité.

Tout commence avec deux dynamiques tout à fait inédites qui émergent à la Renaissance et qui s'imposent peu à peu en Europe, puis dans le reste du monde. D'abord, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'ordre international est pensé de manière collective. Jusqu'à la fin du Moyen Âge cohabitaient en Europe et ailleurs des constructions impériales, des monarchies traditionnelles, mais aussi des cités-États, qui ne se préoccupaient pas de construire ne fût-ce que l'amorce d'un système international. Le problème de la coexistence

Souveraineté, compétition et puissance

Au fondement de cette aporie se trouvent les étrangetés du principe de souveraineté : l'ordre international est une juxtaposition d'États souverains en compétition entre eux. Cette concurrence révèle déjà la nature contradictoire de la pensée juridique en train de naître. D'une part, on cherche à produire une norme internationale destinée à organiser cet ordre interétatique qu'on veut bâtir ; d'autre part, la souveraineté a pour fonction de reconnaître à chaque État son absolue liberté qui ne peut être soustraite à toute règle qui se voudrait supérieure à son autorité. D'où l'idée même de la guerre qui se profile à l'horizon dans sa normalité, sa nécessité absolue, vieille idée dont les puissances occidentales auront bien du mal à s'émanciper. D'où cette vieille méfiance à l'égard du droit international, ce soupçon qui persiste encore aujourd'hui, notamment aux États-Unis. Qui dit compétition implique un droit affranchi de toute règle de droit suggère en même temps que le véritable principe de ce nouvel ordre international reste la puissance, c'est-à-dire cette capacité libre de contraindre l'autre, sinon même d'opprimer l'État voisin, quel que soit le moyen utilisé. Cette puissance va devenir le grand organisateur

On comprend dès lors pourquoi les États-Unis ont toujours été très réticents à l'égard des pratiques de « concert des nations », y compris des formations de type G7, G8 ou G20 qui ne soulevèrent jamais leur enthousiasme et qui s'imposèrent surtout à leurs moments de relative faiblesse. De même, au XIX^e siècle, l'Angleterre était le membre le moins enthousiaste du concert des Cinq, convaincue que, par la faveur de sa maîtrise des océans, elle pouvait imposer à elle seule une *Pax Britannica* que le continent européen ne pouvait qu'entraver. Reste que la logique de « concert » des puissances a prévalu car elle a duré plus d'un siècle.

Forces et faiblesses de la gouvernance oligarchique

Ce système de « concert » est marqué dès l'origine par deux taches de naissance qui ne se sont jamais effacées, deux déficiences fondamentales qui sont l'expression de son conservatisme foncier. La première tient à l'exclusion, voire l'ignorance des sociétés. Dans une logique de pure puissance, l'équilibre entre ces puissances, les sociétés, la pluralité et la densité de leurs relations et de leurs intérêts, ne pèsent rien ou presque rien.

fondamental de l'ordre westphalien qui est la cause. On verra que cette pente décrit parfaitement les heurs et malheurs du Traité de non-prolifération (TNP), interdisant dès 1968 aux États qui ne sont pas membres du club nucléaire militaire de fabriquer et d'y accéder : dans l'ambiance d'alors, les armes nucléaires étaient rares, mais, hors de la bipolarité, elles tendent naturellement se libérer...

Faiblesse du droit international et surmilitarisation

L'acte fondateur de notre système international, le moment westphalien a eu d'autres conséquences. La première, on l'a déjà abordée, tient à la présence d'une contradiction majeure : on fétichise la souveraineté – ce qui tend à réduire *a minima* le droit international – tandis qu'on cherche en même temps à construire un ordre international supposant des institutions déjà efficaces. Le système westphalien n'ouvre pas réellement la voie à un ordre juridique digne de ce nom, il parvient seulement à produire des normes qui s'imposent de fait et sivement à l'esprit des acteurs. D'où les tensions et les insouciances de la décolonisation, les difficultés à expliquer aux nouveaux États indépendants

De nos jours, les libéraux exaltent en ce terme de « compétition » non seulement sur le plan économique mais pour en faire aussi un élément de l'accomplissement de l'être humain. La notion de l'action humaine ne se construirait qu'à travers la concurrence et dans l'affirmation de soi-même par rapport à l'autre : même le marxisme n'échappe pas à cette vision. Il a fallu attendre la fin du XIX^e siècle pour découvrir une réaction plus sociologique que philosophique à cet ordre de la pensée : pour Durkheim, l'essence du social est ainsi à trouver non plus dans le conflit, mais dans l'intégration et la solidarité. Ce sera peut-être le commencement d'une nouvelle histoire.

L'émergence des « prolétaires du système international »

Les exclus du système ont pu être désignés, comme le « prolétariat des États et des nations ». Cette expression, courante, a souvent conduit à des simplifications. Dès avant la formation du fascisme, les nationalistes italiens, y compris le social-fasciste Mussolini, parlaient de l'Italie comme d'une « nation prolétaire » pour protester contre son exclusion du concert des puissants et justifier sa revendication.

Lumumba, entre autres) qui donna lieu, dès la Seconde Guerre mondiale, à des échanges et conférences internationales non seulement avec les activistes du continent noir, mais aussi avec les intellectuels antillais ou afro-américains comme W. E. B. Du Bois ?

Cette première impulsion ne pesa guère sur un monde encore dominé par le jeu des puissances établies. On n'y voyait alors qu'un tourbillon de rhétoriques et de discours enflammés sans grandes conséquences politiques. Que se serait-il passé si on avait su alors considérer ces aspirations et ces confuses ? Sait-on d'ailleurs les analyser maintenant aujourd'hui ? Un seul exemple : ce n'est que quelques années après la première conférence islamique de 1926 au Caire que naquit le désormais mondial et célèbre mouvement des Frères musulmans.. personne n'avait réellement repéré alors.

L'exception soviétique et ses suites

Toutes les contestations du système international, au rythme chaotique desquelles nous vivons aujourd'hui, étaient déjà en germe dans ces années-là. Seule leur canalisation par le pouvoir soviétique

Bipolarité, unipolarité multipolarité

Lorsqu'on parle de la Guerre froide, on emploie très fréquemment le terme de « bipolarité », mais sans aucune discipline, y compris dans la définition même de la notion sous-jacente de « polarité ». Si on veut faire la part des choses face à un sujet plus complexe qu'il n'y paraît, il faut apprendre à distinguer la *polarité de puissance* et la *polarité de regroupement* deux réalités majeures que l'on confond souvent. La première décrit la compétition entre des États qui peuvent prétendre au statut de puissance, c'est-à-dire disposer des ressources objectives qui le leur permettent et être perçus comme tels par les autres, quelle est l'utilité d'être objectivement puissant si les autres ne vous reconnaissent pas cette capacité ?

1. O. WORTH, *Rethinking Hegemony*, Palgrave, New York, 2015.

Notons qu'il s'agit là d'une configuration à fait inédite, dans la mesure où cette bipolarité n'a existé qu'une seule fois dans l'histoire des relations internationales. Ce qui n'a pas empêché au moins deux générations d'acteurs politiques de convaincre qu'elle était appelée à durer jusqu'à la fin. Elle se confond avec l'idée même de système international. Elle a en outre engendré tout un vocabulaire, toute une série de techniques, d'institutions, de pratiques politiques, diplomatiques et militaires. Nous sommes encore aujourd'hui les héritiers de ce système et souvent inconscients.

Fait nucléaire et antagonisme idéologique

Pourquoi ce « moment bipolaire », au sein d'un monde si fugitif, a-t-il si profondément marqué nos consciences et notre vision du monde ? Il est toujours facile, *a posteriori*, de trouver des explications permettant de théoriser un phénomène qui est en l'essentiel un accident de l'histoire, un alignement exceptionnel des planètes. Cet accident repose sur la conjonction de trois facteurs. Le premier est le fait nucléaire et son caractère tout à fait inédit. Aux lendemains d'Hiroshima et de Nagasaki, on prend conscience de l'existence de cette

De l'antagonisme à la dyarchie

On a pu croire que la bipolarité reposait sur l'équilibre des forces, que l'Ours soviétique et le Faucon américain s'équilibraient en termes de puissance. En réalité, l'essoufflement de la bipolarité est dû à l'extrême précarité des facteurs sur lesquels elle reposait, bien plus que sur une logique de force. Elle aurait permis à l'un des deux camps de prendre l'avantage. Le déclin du bloc soviétique n'était pas principalement lié à une diminution de sa puissance relative, que telle, mais à l'érosion de son modèle de développement et à la déchéance concomitante de son pouvoir de séduction sur les contestataires du camp occidental.

Cela étant posé, il faut aussi comprendre que la bipolarité n'a jamais été un phénomène purement géolithique et qu'elle a constamment évolué au cours de sa brève histoire. Entre 1947 et 1967, la bipolarité restait marquée par une extrême rigidité des comportements d'intransigeance radicale et une faible disposition à communiquer au-delà du « rideau de fer » qui séparait les protagonistes. C'était alors l'ère de la Guerre froide, avec des moments de paroxysme comme la crise du blocus de Berlin en 1948-1949 et celle des missiles de Cuba en 1962. Les deux blocs ne se parlaient guère, sinon pour s'injurier mutuellement lors de certaines séances du

prémices de cette remise en cause apparaissent à l'époque de la bipolarité. Le système était en « aporique » : trop d'acteurs étaient déjà là pour contester même si on refusait de les entendre.

Frémissements au Sud : les failles de la bipolarité

Il est symptomatique que les premiers signes de l'érosion du système bipolaire sont surtout venus du Sud. Dans les rapports Est-Ouest, rien n'était en mesure de bousculer ce modèle d'apartheid. Certes, il faut tenir compte des velléités du général de Gaulle de faire cavalier seul, de ses protestations dès le mémorandum de 1958, contre une Atlantique qui ne l'associait pas pleinement à l'exercice de sa direction. Il y a eu bien sûr le schisme entre Moscou et Pékin (mais on était déjà au Sud...), et, à une échelle bien plus modeste, moins virulente, la prise de distance relative de la Roumanie de Ceausescu, lequel suivit à sa suite le schisme titiste dans la Yougoslavie socialiste. En fin de compte, aucune de ces « divergences » n'a fondamentalement modifié l'ordre des choses.

On a évoqué au chapitre précédent la situation dans le Sud, dont les premiers mouvements panasiatiques

principalement à quoi devait servir tout l'arsenal économique et militaire de la vassalisation et de la clientélisation. Mais, en réalité, plus ces conflits se développent, plus la capacité de contrôle des puissances du Nord décline. Autrement dit, nous ne sommes plus seuls au monde...

La bipolarité minée par les conflits « périphériques »

Le premier de ces conflits est sans doute la guerre de Corée, qui trahit déjà une certaine difficulté des puissances, comme l'Union soviétique et la Chine, à contrôler leur allié nord-coréen. Les États-Unis en profitent pour consolider en Corée du Sud une dictature militaire totalement inféodée à leurs intérêts. Mais le conflit coréen « ne débordait pas trop du cadre » et le désordre est maîtrisé.

Il en va autrement du conflit vietnamien, ce pour trois raisons. En premier lieu, la guerre du Vietnam, contrairement à celle de Corée, se développe dans un contexte de compétition entre l'URSS et la Chine. Ce double patronage, dont le Nord-Vietnam sait magnifiquement jouer, introduit déjà quelques fuites dans le système. En second lieu, les États-Unis connaissent au Sud-Vietnam ce c

« civil » : Jacques Chirac se rendit à Bagdad au cours de l'automne 1974 ; le « raïs » irakien vint en France l'année suivante pour visiter Cadarache, le site du Commissariat à l'énergie atomique. Il rencontra à nouveau le Premier ministre français et vint rendre même à l'Élysée et donner corps au projet « Osirak » qui associait, entre autres, les entreprises françaises Bouygues et Saint-Gobain.

Les limites du condominium

Pour toutes ces raisons, le système bipolaire perd vite de sa crédibilité dans les pays du tiers monde. D'abord, les acteurs prennent conscience de leur force : qu'ils disposent de ressources propres et qu'ils n'ont pas besoin de « coller » au parrain occidental ou soviétique pour survivre : en devenant les acteurs les plus proches des nouveaux conflits, ils acquièrent une capacité forte de peser sur l'agenda international et ils savent la monnayer. Ils s'aperçoivent aussi que le parrain soviétique est trop compétent dans la préservation des bénéfices du condominium avec les États-Unis pour constituer un protecteur totalement fiable. Si Moscou ne soutient qu'immollement ses protégés arabes dans le conflit israélo-palestinien, c'est en raison de la priorité stratégique

les rapports internationaux². D'autres s'inquiètent de l'éventualité d'une prolifération non étatique de l'arme nucléaire : des terroristes pourraient s'emparer d'armes nucléaires miniaturisées et en faire usage dans les villes...

On est dans la pure spéculation sans avancées sur l'essentiel : l'arme nucléaire devait être l'ultime recours dans le cadre d'une guerre classique mais que peut-elle aujourd'hui face aux formes nouvelles de conflits ? Du coup, la capacité tutélaire des puissants qui avaient tant misé sur cette distinction s'en trouve une nouvelle fois démonétisée. Le « club des cinq » n'est plus seul au monde...

L'héritage contestataire du non-alignement

Si la stratégie de non-alignement n'a jamais vraiment décollé, son spectre n'a jamais vraiment paru non plus. Les véritables héritiers de Bandung et du mouvement des non-alignés aujourd'hui sont toutes les « diplomaties contestataires » qui

2. K. WALTZ, « The spread of nuclear weapons: more may be better », *Adelphi Papers*, 171, International Institute for Strategic Studies, Londres, 1981.

régional extrêmement lourd, qui est bien plus que simplement supérieure à celle des États-Unis ou de la Russie. Le véritable basculement du monde de ce moment où la conflictualité s'est déplacée vers le Sud. Les illusions fugaces de l'unipolarité ou d'une gouvernance oligarchique n'ont pas résisté à cette dynamique profonde.

Les illusions fugaces de l'unipolarité

Au lendemain de la Guerre froide, les dirigeants occidentaux ont commis l'erreur de penser que le « vainqueur » allait inaugurer un moment de domination unilatérale du système international. Selon les règles de l'arithmétique, ils ont posé que la défaillance d'un joueur dans un système dyadique conduisait mécaniquement à un monde unipolaire. L'arithmétique est une matière infiniment respectable, mais ne s'applique pas aux relations internationales.

La bipolarité inaugurée en 1947 reposait sur l'idée de protection : il fallait s'inféoder à une des deux alliances pour se protéger de la menace de l'autre qui lui faisait face. Mais, dès lors que cette menace disparaît, une telle logique d'alignement n'a plus grand sens. Dans ces conditions, quels argu-

Un monde « apolaire »

L'autre mise en échec est venue des pays Sud, désormais à même de rompre avec la logique de protection imposée par la Guerre froide et de jouer avec succès la carte de l'autonomie. N'ayant plus besoin de prendre position par rapport à l'Est ou l'Ouest, c'est essentiellement contre le Nord que les protagonistes les plus actifs du monde en développement ont commencé de se définir. Ce qui s'affichait contre le Nord, c'était maintenant s'opposer aux États-Unis. C'est ainsi qu'on a assisté à la montée d'un anti-américanisme puissant dont l'une des principales chambres d'écho fut d'abord l'Amérique du Sud, et ses régimes nationalistes de gauche émergeant à partir des années 2000 dans l'arrière-cour des États-Unis.

C'est aussi dans ce contexte que se sont produits les attentats du 11 septembre 2001, dont on a pu croire qu'ils inauguraient l'ère des « conflits asymétriques », alors qu'ils ne sont qu'une expression, entre bien d'autres, d'une dynamique en marche depuis plus longtemps. Plus qu'une rupture, le 11 Septembre est un révélateur qui met en lumière l'efficacité d'une nouvelle forme de violence capable de frapper au cœur même d'une puissance que l'on croyait invulnérable. La réaction américaine a donc

attitude a pourtant une rationalité qu'il ne faut pas négliger dans le nouveau contexte post-bipolarisé.

Le retour du club oligarchique

Parallèlement, à mesure que croissent les incertitudes sur la nature de ce nouvel ordre international on voit les logiques oligarchiques reprendre le cours. Les États-Unis, comme toute puissance à vocation hégémonique, n'ont jamais été de grands adeptes des oligarchies et des clubs : c'est sans grande surprise que, dans les années 1970, ils ont initié le G6 formé en 1975, à l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing, devenu G7 l'année suivante. N'oublions pas que l'idée même de ces regroupements est apparue à un moment où l'hégémonie américaine était considérablement affaiblie par la crise du dollar (abandonné comme monnaie de référence en 1971 et dévalué deux fois coup sur coup, en 1971 et 1973), par la débâcle vietnamienne et par le scandale du Watergate. Face à cette triple faiblesse de leur partenaire transatlantique, parfaitement compensée par la personnalité falote du président Gerald R. Ford, les Européens ont cru pouvoir renouer avec la logique de « concert ». À partir de cette époque on assiste donc à une alternance entre les mo-

Les sociétés et leurs diplomat

On ne peut pas comprendre la nature des relations internationales d'aujourd'hui en ne regardant que les cartes classiques de la géopolitique et ne se nourrissant que de réflexions stratégiques. Il faut savoir franchir le pas et prendre en compte l'irruption des sociétés dans les domaines jusque réservés à la seule diplomatie. De ce point de vue, la révolution des communications, intervenue dans les années 1980 avec l'essor des TIC (les technologies de l'information et de la communication) va jouer un rôle fondamental jusque dans la transformation des comportements sociaux. Elle touche la télématique, les multimédias, l'audiovisuel et les télécommunications, c'est-à-dire le son, l'image et les informations. De fait, elle atteint tout le monde des plus puissants jusqu'aux miséreux des bidonvilles du Sud. Elle s'impose comme le grand facteur

et dans le confort de son univers conceptuel incitait à minimiser tout ce qui pouvait le bousculer.

La révolution invisible des sociétés et des États-nations

La révolution tranquille des communications a eu un impact encore plus profond qu'une simple déconstruction de l'effet de distance. Elle a déconstruit les relations internationales classiques, qu'il faut plutôt appeler « relations interétatiques », par un tissu de relations « intersociales ». À mesure que les sociétés civiles s'émancipaient de la pesanteur des contraintes étatiques et que les acteurs sociaux s'autonomisaient, y compris par rapport à la communauté nationale, le jeu mondial allait de plus en plus se caractériser par la prédominance de l'intersocialité sur l'internationalité.

Le métier d'enseignant et de chercheur en relations internationales s'en trouve lui-même transformé ! Il faut désormais tout revoir en fonction de ce nouvel intrus, d'autant plus discret qu'il est pratiquement jamais désigné comme tel et qu'il n'existe pas de véritable manifestation institutionnelle. Ce défaut d'institutionnalisation est à la fois une faiblesse et une force, car il garantit aux relations intersociales

Quand le social colonise les enjeux géostratégiques

On peut donc imaginer la tournure que prirent les événements quand la communication changea de braquet, lorsqu'il ne s'agit plus simplement de faire circuler l'information à l'intérieur des espaces nationaux, mais de la diffuser au niveau mondial. L'usage du câble à fibre optique TAT8, installé en 1988 pour communiquer entre les deux rivages de l'Atlantique, a ainsi aussitôt provoqué une telle densification des échanges qu'il n'y avait plus, en tout cas techniquement, de différence entre un échange national et un échange international. Ce n'était plus seulement les marchandises qui franchissaient les frontières, mais les idées, les sons et les images. Il se créait ainsi un espace de quasi-immédiateté relationnelle qui conféra très vite à tous les acteurs sociaux un véritable statut international.

Tous ces facteurs contribuent à fabriquer l'ordre nouveau de ce qu'on appelle le *soft power*, une nouvelle instance de pouvoir multiforme qui complète, complique ou déstabilise, selon les cas, le jeu traditionnel de la puissance. On voit aussi se créer, sinon une opinion publique internationale, du moins une opinion publique *sur* l'international, en fait une interaction croissante des opinions nationales capable

La détresse sociale s'affirme ainsi le plus souvent en articulation étroite avec la prolifération dynamique idéologique potentiellement conflictuelles. Et, plus généralement, cette « socialisation des enjeux mondiaux bouleverse complètement les catégories familières des relations internationales : on passe de la souveraineté à l'interdépendance, du primat de la puissance au rôle déstabilisateur de la faiblesse, de la territorialité à la mobilité, la lecture clausewitzienne de la guerre, fondée sur un choc d'États, à une conflictualité davantage liée à la décomposition des sociétés. Là encore, c'est tout le système westphalien qui est mis en cause. Une autre grammaire de la guerre apparaît principalement hors du champ de l'ancien monde.

Les deux mondialisations et la revanche du local

Il faut toutefois se garder de considérer que cette socialisation des enjeux mondiaux, elle-même liée à la dynamique de la mondialisation, ne concerne que les sociétés en développement. Ce serait oublier que l'intersocialité est aussi à l'œuvre dans les pays développés, où se manifestent la plupart de ses ambiguïtés. Vu du Nord, on peut très vite parvenir à

Vers une nouvelle sociologie des relations internationales

Il va sans dire qu'une telle émergence du dans l'arène mondiale a été un véritable choc à l'étude des relations internationales. Face à une brutale remise en cause des schémas établis et des routines conceptuelles, on a observé deux façons de réagir : d'une part, une posture d'ignorance intransigente à faire comme si pratiquement rien n'avait changé, et, de l'autre, une tentative courageuse mais incertaine pour repenser entièrement la discipline. Il est bien dire que le déni du réel a remporté un certain succès. Dans la communauté des chercheurs en relations internationales, elle a surtout animé le courant dominant, les « réalistes » de toute obédience qui tiennent toujours les relations internationales à la chasse gardée des États rivés à leur propre puissance⁶. De leur point de vue, le *power politics* est l'élément fondamental des relations internationales.

6. R. N. LEBOW, « Realism in international relations », in B. BADIE, D. BERG-SCHLOSSER et L. MORLINO (dir.), *International Encyclopedia of Political Science*, Sage Pub., Thousand Oaks, CA, 2011. En théorie des relations internationales, le réalisme construit ses analyses sur le rôle jugé prééminent de la puissance conduisant chaque État à rivaliser sur la scène internationale dans le but exclusif d'optimiser ses intérêts nationaux.

elle
néo-
our-
es :
ons
na-
rent
que

Petit tour du nouveau monde

La scène internationale est indissociable de ses acteurs sociaux, de leur comportement, de leur culture et de leurs attentes : bien du chemin a été fait depuis le concert européen réunissant princes et dynastes de même esprit et de même culture. Aujourd'hui, le jeu des diplomates est l'otage perpétuel de la densité de la mondialisation et de la complexité des histoires qui s'y rencontrent, voire s'y entrechoquent.

La fin de la bipolarité avait alimenté l'illusion que les États-Unis demeureraient seuls sur le piédestal hégémonique, posture dont on a écarté qu'elle était des plus rares dans l'histoire, tant que, jusqu'en 1989, l'aspiration qui en dérivait ne s'est concrétisée que sur une base dyarchique, *face* à l'Union soviétique et *avec* elle. On a vu aussi qu'au lendemain de la chute du mur de Berlin l'illusion

cette forme de domination douce et séductrice qui passe par les modes de consommation (culturelle, notamment) et l'imaginaire importés des États-Unis. Victoire consensuelle dans le Golfe, pérennisation de l'OTAN, lancement d'initiatives diplomatiques à l'instar de la conférence de Madrid sur le Moyen-Orient, autant d'événements majeurs qui alimentaient chez certains l'espoir que la surpuissance américaine pourrait régler tous les conflits de la planète grâce à sa capacité politique, diplomatique et militaire. En fait, un multilatéralisme providentiellement opérationnel conduisait à concrétiser pour la première fois l'idée de « communauté internationale » et à incarner celle-ci dans la puissance américaine qui avait seule alors la vertu de pouvoir l'animer : la victoire fut grande pour celle-ci et amère pour les autres qui surent s'en soulever plus tard.

Illusions et déboires de la puissance hégémonique

Il y a bien entendu un lien direct entre la victoire face à Saddam Hussein et la pérennisation de l'OTAN. Ce qui se passa entre 1989 et 1991 reproduisit en plus petit le processus qu'on avait vécu

l'Île-de-France était en quelque sorte « annexé » au champ de bataille situé au nord de la Mésopotamie, entraînant l'agglomération bruxelloise (dont certains originaires certains djihadistes des attentats de 2015) dans ce défi à la géographie classique

Les trois étapes de la réaction américaine

Nous sommes donc sortis de ce monde newtonien dans lequel les adversaires étatiques se faisaient face, avec leurs armées et leurs institutions régaliennes, et où l'unité de compte était la puissance militaire au sens le plus étroit du terme. Face à cette dévaluation brutale de la puissance, les États-Unis ont réagi, en suivant trois étapes consécutives. La première est bien entendu le moment de la dévaluation servateur, dont on a déjà parlé. Face à la dévaluation nouvelle manifestée le 11 septembre 2001, les États-Unis ont immédiatement taxé de « barbare », la superpuissance américaine brandit l'étendard de la civilisation et adopte une posture messianique : à travers ses souffrances et ses sacrifices, elle entend sauver le monde du mal. Le résultat est un monde dangereux (« qui n'est pas avec nous est contre nous ») parfaitement incarné par les décisions de George W. Bush. La fameuse doctrine

certaine sensibilité aux grandes questions des biens communs de l'humanité, telles l'environnement et le changement climatique.

Bien entendu, la messe n'est pas dite et les contre-tendances à cette nouvelle sensibilité pluraliste résistent fortement, partout aux États-Unis. Le poids des intérêts économiques et du complexe militaro-industriel est indéniable, les démagogues du Tea Party n'ont pas lâché pied et les avocats de la *realpolitik* et du *hard power* sont toujours influents. Sans compter que l'élection présidentielle de novembre 2016 risque de ramener à la Maison Blanche les partisans des vieilles conceptions impérialistes. Il n'est pas si facile de remiser au placard deux cent cinquante ans de politique messianique.

Séduction et limites du *soft power*

Quoi qu'il en soit, il est absurde de parler d'un « déclin » américain. D'abord parce qu'il n'y a pas de vrai déclin du point de vue des instruments classiques de la puissance : les États-Unis cumulent 43 % des dépenses militaires mondiales, ils disposent de la meilleure armée du monde, des ressources technologiques les plus sophistiquées. En revanche, c'est l'efficacité même de la puissance en soi qui décline.

Russie : l'empire frustré

Aborder la question de la place du Continent dans le système international ne peut se faire sans examiner sa relation avec la Russie, acteur évidemment fondamental des jeux des puissances européennes. Les événements de 1989-1991 ont conduit les Occidentaux à penser que la Guerre froide, sans jamais connaître de confrontation militaire directe, s'était achevée par la victoire du camp occidental. Cette illusion de « victoire sans batailles » faisait déjà peu de la trentaine de millions de morts pour faits de guerre qui apparaît encore comme la triste « ardeur » de la « coexistence pacifique ». En additionnant les victimes de la guerre de Corée, de celle du Vietnam, des guerres en Afrique et des guerres de Coïmbre, on arrive à un score presque trois fois supérieur au nombre de victimes de la Première Guerre mondiale...

Au-delà de ce bilan occulté, on a trop vite cru pouvoir accoler à la Russie l'étiquette de « puissance vaincue » et la traiter comme telle. On a pensé aussi un peu rapidement que la dissolution de l'URSS signifiait l'intronisation du néolibéralisme comme pensée unique par défaut. On en a oublié que l'heure était à une gouvernance occidentale...

Elle s'accommode de cette érosion de son in-
probablement compensée par les avantages
intégration à un bloc oriental non conflictuel.

Les occasions perdues de l'Union européenne

L'Union européenne aurait pu profiter
de la Guerre froide et de la bipolarité qui
maient dans la logique atlantiste et limita-
marge de manœuvre. Pour la première fois
l'histoire depuis l'aube des temps modernes
rope n'est plus le champ de bataille du
Elle ne connaît plus de tensions militaires in-
comme cela avait été si longtemps le cas, de la
de Cent Ans à la Seconde Guerre mondiale.
n'est plus en situation de confrontation avec
soviétique. Pourtant, non seulement elle n'a
saisir cette bouffée d'oxygène, mais elle a ex-
monde toutes ses faiblesses dès les lendemains
chute du Mur.

Tout commence par une réunification
mande difficile – même si le dynamisme
mique a réussi à faire oublier l'épisode – et
intégration bâclée des anciennes démocraties
lares, qui a fini par avoir raison d'une dipl-

très interdépendante, les déboires des nations faibles ou affaiblies comme la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, demain peut-être la France, risquent fatalement de porter préjudice aux équilibres économiques de l'ensemble de l'Union. Le réflexe de solidarité qui aurait dû conduire notamment l'Allemagne à considérer que renflouer la Grèce faisait sens pour sa propre prospérité à moyen ou long terme n'a pas fonctionné.

Telle est l'impasse européenne, qui a aussi des conséquences dans la sempiternelle question de la course au statut. Aujourd'hui, face aux défis mondiaux comme la crise moyen-orientale, par exemple, on voit se reformer la dyarchie États-Unis-Russie et l'Europe n'est plus guère consultée que pour la forme, par un réflexe de courtoisie un peu vide parfois hypocrite.

L'essor contrarié des pays émergents

Face à cette vieille Europe, qu'est-ce que ce sont les « émergents » qui la défient et dont on parle tant ? D'abord des intrus, des nouveaux venus que l'on ne voit « émerger », lorsque la bipolarité a commencé à montrer des signes de faiblesse et que la mondialisation a acquis sa vitesse de croisière. À la fin

constitue un tel ostracisme diplomatique, le danger est de voir cette capacité médiatrice se transformer en capital de défiance. À mesure qu'ils sont rejetés du système international et marginalisés, les États émergents, au lieu de participer efficacement à la gouvernance du monde, viennent à adopter une attitude contestataire, une posture de dénonciation systématique tant des interventions occidentales que de la doctrine de la « responsabilité de protéger », des atteintes portées à la souveraineté ou des organisations multilatérales « confisquées » par un petit club exclusif et excluant.

La Chine entre discrétion et affirmation

Preuve de la nature composite de la catégorie des « émergents », la Chine se distingue de divers manières. D'abord, elle n'est pas une simple puissance en voie d'émergence : elle prétend à la position de « première ex aequo » avec les États-Unis dans les classements de l'économie mondiale. D'aucuns estiment que son PIB tourne aujourd'hui autour des 15 000 milliards de dollars, si tant est que cette arithmétique fasse sens, tant ici les pièges et les mirages de la statistique sont nombreux. Continuer à parler de la Chine comme d'un pay

Les puissances à contresens de l'histoire

Le monde d'aujourd'hui est l'otage d'une décolonisation marquée par ses échecs. L'ancien monde n'a pas su accueillir le nouveau au sein de la communauté des nations dites « civilisées ». On peut certes compter quelques exceptions, même si elles sont grevées de certaines ambiguïtés, à l'instar du Japon et de l'Amérique latine, mais entre 1945, date de l'indépendance et de la partition de l'Inde et la dernière vague de décolonisation au milieu des années 1970, liée à la chute de la dictature au Portugal, nul n'a su ouvrir convenablement la porte aux nouveaux venus. Nul n'a réussi non plus à leur conférer un statut, autrement dit une place acceptable dans l'espace mondial, autre que celle de clients, voire de mercenaires. La clientélisation a été le réflexe naturel immédiat des puissances occidentales : à la sortie de l'ordre colonial, on a aussitôt

une série de conflits dont nous héritons aujourd'hui. Dernière grande faiblesse de la décolonisation : les politiques de développement ont échoué, par carence ou par défaut d'orientation : l'incapacité d'assurer un minimum de sécurité humaine aux populations concernées créa une forme de frustration économique et sociale qui devint très vite endémique. Il y avait là tous les ferments d'une conflictualité nouvelle.

États faibles et néocolonialisme

Cette conflictualité nouvelle n'est pas tant le résultat de la compétition comme dans l'histoire européenne, à la compétition entre États, mais au contraire à un défaut d'État, au déficit d'institutions et à la lente décomposition de sociétés. Cette dynamique perverse a pris son essor progressivement. En Afrique, les conflits se sont enchaînés dès l'aube de l'indépendance. En 1960, à commencer par l'ancien Congo belge avec la sécession quasi immédiate de plusieurs de ses provinces et notamment le Katanga. En 1966, c'est toute une région du Nigeria, le Biafra, qui a fait sécession, entraînant une sanglante guerre civile. D'autres conflits dévastateurs ont affecté le Soudan, la Somalie, le Liberia, la Sierra Le

l'entreprise sécessionniste du Katanga afin de mieux contrôler les richesses du sous-sol et briser les velléités d'autonomie de la nouvelle nation. Au Biafra, le Nigeria anglophone semblait trop grand et potentiellement puissant pour ne pas contrecarrer l'influence française sur le continent noir. Dans un cas comme dans l'autre, ces sécessions ouvrirent une longue période d'instabilité, de guerre et de soumission institutionnalisées...

Une vision instrumentale du Sud

Plus la décolonisation a été douloureuse, plus elle risquait d'aboutir à des indépendances fragiles et promises à l'échec. Le propre d'une guerre de décolonisation est de surmobiliser la population autour de référents idéologiques qui détournent leurs leaders du travail fondamental d'invention d'une nouvelle nation : pour cette raison, la plupart des grands leaders du tiers monde ont été davantage des chefs de guerre que des créateurs d'États. Symptomatique, l'État algérien, issu d'une guerre coloniale atroce, n'a jamais pu se stabiliser en gouvernement légitime. La guerre civile des années 1990 a été la réplique presque mécanique de la tragédie de la guerre d'indépendance. De même, le caractè-

les germes de futures dérives conflictuelles lourdes de conséquences ; elles font en réalité l'impasse sur leurs propres intérêts, tant elles risquent, à terme, d'être rattrapées par cette violence sous-jacente. Non seulement le développement social de l'Afrique est absolument nécessaire pour que ces États puissent vivre pacifiquement et harmonieusement, mais cela dépend aussi d'une redistribution au niveau mondial et d'un rééquilibrage sans lequel les pays du Nord eux-mêmes seront victimes de cette insécurité perpétuelle.

Le volcan moyen-oriental

La relation entre les puissances occidentales et le Moyen-Orient mérite pour sa part qu'on s'y attarde quelque peu, tant la région souffre de pathologies et de départ comparables à celles qui frappent l'Afrique alourdis de circonstances aggravantes. On peut, et il faut aussi, parler de « décolonisation ratée », même si la plupart des pays du Moyen-Orient n'avaient pas le statut officiel de colonie. Pour autant, derrière l'ethnocentrisme du régime dit de « mandat », les peuples de la région ont été victimes d'un système de tutelle tout aussi pesant et peu propice à la construction de communautés politiques viables. La virulence de

du xx^e siècle, n'a pas aidé à démentir cette désastreuse. Il a engendré un ensemble de phénomènes particulièrement explosifs que surent porter toute une série d'organisations contestataires d'abord dans le cadre de combats nationaux comme l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à ses débuts, le Hamas palestinien en 1987, ou le Hezbollah libanais en place depuis. La surenchère fut ensuite activée par de véritables « entrepreneurs de violence », déterritorialisés et transnationalisés, comme Al-Qaïda ou même ceux qui, au-delà d'un territoire administré, s'implantent de façon tentaculaire dans de nombreux pays de la région et au-delà, annonçant une mutation profonde et durable de l'expression contestataire...

Proximité et profondeur civilisationnelle

Il est enfin une double dimension qui réunit et termine tous ces facteurs et qui explique non seulement le monde musulman, mais plus généralement le Moyen-Orient accueille plus facilement les effets de l'humiliation. Il y a un effet de proximité : l'une des principales caractéristiques du Moyen-Orient est de se situer à la frontière de l'Europe et du monde occidental.

et la rémanence de ses prétentions messianiques universalistes. Le Moyen-Orient se vit aussi comme le site millénaire des trois califats : celui de Damas qui correspond à la période omeyyade, celui de Bagdad avec les Abbassides et celui du Caire pendant la période fatimide. C'est aussi l'espace des lieux saints avec l'Arabie saoudite, sans parler de ceux de la tradition chiite, en particulier Nadjd et Kerbala en Irak, et les marques de son eschatologie avec l'idée du retour de l'imam caché. Il y a un mélange de nostalgie impériale et de densité religieuse que l'on ne trouve sans doute nulle part ailleurs dans le monde. D'où l'écho particulièrement fort du thème du « choc des civilisations » chez les islamistes radicaux, dont on sait que Samuel Huntington est un des auteurs favoris, même s'ils l'interprètent généralement à l'honneur de leur civilisation et au déshonneur de ses adeptes occidentaux...

Nouveaux conflits et « guerres à étages »

Politique imparfaite et inachevée, atrophie de la société civile, déficit institutionnel et faible légitimité des pouvoirs existants, défaillance de la construction nationale et absence de véritable contrat social, pathologies liées aux carences du développement humain et social, sentiment d'humiliation collective.

La subjectivité sociale de chacun se substitue à l'impeccable allégeance citoyenne d'hier, aussi que la stigmatisation persistante des relations d'origine maghrébine – que ces colons généralement d'origine modeste côtoient d'habitude souvent au quotidien – devient une chambre des passions turbulentes qui se déploient de ce côté de la Méditerranée. Même si heureusement nombreux sont les individus fragilisés susceptibles de passer à l'acte pour les propager par la voie sur le sol européen.

Impuissance de la puissance et puissance des faibles

Si les puissances occidentales continuent d'assumer leur volonté d'hégémonie ou simplement à défendre leur périmètre de sécurité à court de l'histoire, elles ne maîtrisent pas pour autant ce nouvel univers conflictuel où la puissance est impuissante tandis que la faiblesse suscite de nouvelles puissances, jusqu'à déstabiliser l'agenda des grands forts. Aucune des guerres nouvelles menées par une puissance du Nord n'a débouché sur un résultat probante. Dans ces conflits, le plus puissant ne parvient pas à gagner, à imposer ses règles.

La France, des ambitions contrariées aux défis de l'altérité

La France a été une grande puissance, mais cette affirmation s'explique par une histoire qu'il faut saisir dans sa complexité. D'abord, la France a été une puissance à une époque où cette notion avait encore tout son sens. Il y a une certaine synchronie entre le rôle central joué par ce pays depuis la fin du Moyen Âge et l'essor de la notion de puissance comme principe organisateur du système international. Il n'y a rien donc d'étonnant à ce que l'idée de puissance, dans le domaine des relations internationales, reste associée de manière emblématique à des noms comme ceux de Louis XIV ou de Napoléon.

On constate, en revanche, dès la fin de la Première Guerre mondiale une rupture dans l'histoire internationale de la France et de la place qu'elle occupait dans le concert des nations. Jusque-là, elle était comme imperméable aux effets de la défaite. Elle

avait pourtant perdu plusieurs guerres à moderne, et l'épopée napoléonienne s'était en déroute majeure à Waterloo, un nom restait bial. Pourtant, même l'effondrement du I^{er} n'avait eu aucune conséquence irrémédiable sur le rôle de la France tout au long du XIX^e siècle. L'issue des guerres napoléoniennes avait profité à la Grande-Bretagne, mais cette dernière tirait d'abord sa puissance de la maîtrise de l'industrie et du commerce européen et mondial ; elle ne réussit pas à convertir une politique au départ plutôt protectionniste en un libre-échange dont elle aurait tiré des bénéfices au moins jusqu'en 1914. Si l'hégémonie britannique n'a jamais été totale au XIX^e siècle, c'est entre autres parce que sa voisine d'outre-Manche avait effectivement conservé une bonne partie de sa puissance.

De la puissance à la « grandeur »

Dès le lendemain de la Première Guerre mondiale, les choses ont commencé à changer, d'abord sûr parce que la France en était sortie épuisée, mais aussi parce qu'elle a eu progressivement à subir les tout premiers chocs d'un processus de mondialisation qu'elle n'a jamais su vraiment maîtriser.

mano » (« Nous marchons main dans la main »). France était ainsi le premier pays occidental à avoir une politique résolument « sudiste ». L'inspiration était forte : après les premières hésitations, l'altérité semblait comprise.

En quête du *leadership* européen

La question européenne était bien entendue d'une tout autre nature. Sur le plan culturel, De Gaulle était un nationaliste peu porté à s'intéresser aux phénomènes d'intégration supranationale. Son européisme était donc essentiellement pragmatique. Contrairement à l'option de Clemenceau qui prônait dangereusement, en 1919, une coupure absolue avec une Allemagne qu'il fallait punir sévèrement, De Gaulle savait que la réconciliation franco-allemande était doublement nécessaire : sur le plan de la paix et sur celui de la reconstruction économique de l'Europe qui ne pourrait se faire, dans son esprit, sans le charbon allemand.

Cette « petite Europe » pouvait servir de base à un *leadership* français sous réserve de deux conditions. D'une part, il fallait éviter d'aller trop loin dans la concession de souveraineté, d'où l'hostilité du Général à la Communauté européenne

privilegiée au sein des organismes multilatéraux pouvait, elle aussi, servir de base à l'affirmation d'une politique étrangère autonome et soucieuse de grandeur. Mais de Gaulle n'a jamais vraiment bien accepté ni assimilé les logiques de fonctionnement de ce qu'il appelait avec condescendance le « machin ». Il était en outre fort irrité par les prises de position agressives de l'Assemblée générale des Nations unies sur la question coloniale – qui visaient entre autres l'Empire français –, et il comprenait très bien que, dans le climat de la Guerre froide, cet organisme était dominé et en tout cas contraint, par la dyarchie américano-soviétique. En revanche, on sait aujourd'hui que, vers la fin de sa seconde présidence, il était parvenu à une position plus nuancée : d'aucuns prétendent même qu'il avait songé aller, pour la première fois, prononcer un grand discours devant l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 1969.

Vers un gaullisme sans de Gaulle

En résumé, la politique étrangère de la V^e République affichait clairement trois postulats fondamentaux. En premier lieu, la France était désormais trop faible pour faire cavalier seul dans le jeu international, mais trop forte pour s'effacer

qu'on observe jusqu'en 2003 : cette stabilité se matérialise notamment par des positions très fermes sur le dossier palestinien. On se souvient du fameux voyage à Jérusalem en 1996 au cours duquel Jacques Chirac brocarde la police israélienne. Dans la même veine, le souci d'indépendance le conduit à émettre ses réserves face au traité d'interdiction des essais nucléaires ouvert à la signature le 24 septembre 1996. Il reste surtout son hostilité mi-voisive contre la guerre en Irak, qui apparaît comme son point d'orgue.

Contradictions postcoloniales

Il faut cependant se pencher avec précaution sur les limites de cet héritage gaullien et gauchiste. Le caractère particulier de sa politique d'ouverture « sud-sud » est laquella reste constamment marquée du sceau d'une contradiction qui remonte à fort loin dans le temps. La France – qui affiche une politique étrangère souverainiste et qui a cessé d'être une puissance coloniale – semble se présenter comme le leader potentiel de tous ces États, voire de tous ces peuples, qui cherchent à s'émanciper de toutes sortes d'impérialismes anciens ou nouveaux. Un tel État qui se veut soudain rebelle est aussi p

Dilemmes et options d'une « puissance moyenne »

Comment cette politique de la « grande France » – avec les contradictions et les contrariétés – a-t-elle été accueillie par l'allié américain ? Que le volontarisme gaullien ait irrité Washington, c'est indéniable. Les relations bilatérales ont souvent été marquées par une certaine froideur : de Gaulle et Kennedy ne sont jamais vraiment compris, et entre le Général et Lyndon Johnson régnait même une ignorance mutuelle de distance et d'incompatibilité. Richard Nixon était plus conciliant, et surtout son mandat conduisait à un affaiblissement notable de la position hégémonique des États-Unis. Mais la question des rapports entre Washington et Paris va bien au-delà de ces épisodes d'agacement épidermique. Il s'agit même d'un enjeu profond qui se dissimule derrière ces escarmouches diplomatiques : que peut signifier être une puissance moyenne dans le système international ? Et d'ailleurs, existe-t-il vraiment des puissances moyennes ?

La question est rarement posée comme telle. Du temps du concert européen, elle n'avait guère de sens car les puissances du club reconnaissaient une certaine parité. Pendant la Première Guerre mondiale,

Grande-Bretagne un droit de regard sur toutes les grandes décisions politiques, diplomatiques et stratégiques. Pour Washington, une telle proposition était inacceptable. Eisenhower lui a opposé un refus de non-recevoir et son successeur, John Kennedy n'a pas voulu en entendre parler non plus. C'est pour quoi Charles de Gaulle vint à choisir l'option, celle de l'autonomie, et donc de la sortie du commandement intégré de l'OTAN. Dans ce cas comme dans l'autre, c'est toute la logique du jeu bipolaire qui était remise en cause, ou en tout cas bousculée. Si George H. Bush, trente ans plus tard, a défendu, aussitôt le mur tombé, la thèse de la pérennisation de l'OTAN, c'est justement parce qu'il craignait que la disparition de la menace stratégique crée, chez certains de ses alliés occidentaux, de telles velléités d'autonomie. Les effets « campion » de la bipolarité devaient se maintenir au-delà de la bipolarité : l'affirmation soudaine d'hypothétiques puissances moyennes devenait un cauchemar diplomatique...

Le grand revirement

Reste évidemment à savoir si ces puissances sont de vraies puissances et jusqu'où peut aller...

Un néoconservatisme à la française

Se profilent ainsi les prémices d'un néoconservatisme à la française dont, certes, le Quai d'Orsay n'est pas le foyer principal, mais qui influence fortement l'action de la France dans le monde. Le phénomène était né aux États-Unis, au tournant du siècle, et a fortement inspiré les deux présidences de George W. Bush. Puisée notamment dans la philosophie de Leo Strauss, la doctrine proclamait la supériorité absolue des valeurs héritées de l'histoire occidentale sur toute considération d'opportunité ; elle prenait forme à travers un messianisme intransigent qui entendait se mettre au service de l'universel en défendant un modèle supérieur à tous les autres. Le néoconservatisme plaisait aux conservateurs qui voyaient en lui la défense des valeurs consacrées ; il n'était pas moins séduisant à une certaine gauche qui y retrouvait des accents d'émancipation des peuples dominés et des modèles politiques les privant de liberté. Mais l'intransigeance, la démarche contrariait ceux des réalistes qui n'acceptaient pas cet abandon de la somme somptueuse du dogme de l'équilibre des puissances. Elle choquait tout autant ceux qui considéraient le respect de l'altérité comme la base indispensable de la nouvelle mondialisation.

versions à peine euphémisées, à l'instar de la mondialisation des doubles nationaux : l'idée s'infiltrer et atteindre très logiquement le système international pour étouffer toute construction de l'altérité. La France est, parmi les démocraties occidentales, l'une des plus exposées à l'influence de l'extrême droite : ce n'est pas sans effet sur ses orientations diplomatiques et sa politique étrangère.

Sortir de soi

Si la France n'avait pas ainsi dilapidé son capital diplomatique, elle aurait été bien placée pour saisir les dynamiques émergentes qui pointent à l'horizon du système international. Il aurait fallu reconnaître que nous ne sommes pas seuls au monde et que la simple universalisation du modèle français de la Révolution française n'était plus à l'ordre du jour. Commencer à construire l'altérité, vivre avec le flux de populations, d'idées, de croyances et de valeurs que nous ne sommes pas familières, tenir compte de l'autre, savoir même en faire une partie de son propre héritage commun, tel était le défi.

Le symptôme par excellence de cette inertie intellectuelle et de ce conservatisme s'exprime dans la difficulté même de prendre en compte les nouvelles p

construire de l'empathie à leur égard. Jadis, sur le plan de la construction nationale, on avait fini par comprendre, à la fin du XIX^e siècle et pendant une bonne partie du XX^e siècle, qu'il fallait créer du lien social et intégrer les classes ouvrières. Or la seule façon d'affronter la mondialisation et d'abaisser le seuil de violence consiste précisément à créer du lien social à l'échelle du monde, de promouvoir une meilleure connaissance des cultures extra-occidentales et d'en finir avec la hiérarchie occulte des civilisations qui continue à peser sur le jeu international.

Après le 13 novembre

Si l'État français choisit de répondre aux attentats innommables du 13 novembre 2015 en accentuant les traits de la diplomatie que nous venons de décrire, il risque de s'installer pour longtemps dans un cercle vicieux : en utilisant des instruments militaires inadaptés, il entretiendra des situations de violence croissante et de plus en plus intraitables. La société française, de son côté, a une double responsabilité. Dans la gestion quotidienne des événements en ne cédant pas à la peur, aux stéréotypes, à la haine et à la simplification. Mais, comme toujours dans les périodes d'échec et de déclin, la société est aussi une

Le monde a changé et, face aux bouleversements, la réaction la plus couramment observée par les historiens est celle du déni. Occulter le réel est une manière commode de gérer ses peurs, ses incertitudes et de s'offrir un court mais coûteux répit. Certains sont nostalgiques de la Guerre froide, d'autres en appellent au sursaut du *leadership* américain, tandis que nombreux sont ceux qui se cramponnent désespérément à l'idée d'un Occident censé incarner la noblesse du monde...

Rien de bien neuf dans cet appel pathétique au passé. Après avoir eu très peur, les dynastes européens entraient dans l'ère postnapoléonienne en célébrant les vertus d'un légitimisme restauré. En préparant l'après-guerre, les principaux acteurs du premier conflit mondial restaient profondément marqués par ce qui les précédait : Clemenceau se délectait d'une